



Le billet du Recteur

n° 123

La part absente de notre histoire :
17 octobre 1961, soixante-cinq ans après

Il arrive qu'un événement qui se présente presque sous une forme anodine dépose devant vous une évidence que l'on avait pourtant sous les yeux depuis toujours. Un mot entendu à la volée, une archive introuvable, un prénom que l'on prononce avec émotion, et voilà que le mot « Hasard » devient subitement incompatible avec « Calendrier ».

Cette semaine, la Grande Mosquée de Paris poursuivait les commémorations de son centenaire par ce qui est devenu, depuis cinq ans, l'un de ses rendez-vous les plus chers à mon cœur : son prix littéraire. Mais voilà que, sans la moindre préméditation, l'édition revêtait une intensité presque grave. Nous avons décidé d'un prix exceptionnel, celui du Centenaire, décerné à une plume tout aussi exceptionnelle. Il venait honorer Assia Djébar, cette femme dont l'œuvre appartient depuis longtemps à la littérature française autant qu'à l'histoire algérienne, si tant est qu'il soit encore possible, lorsqu'il s'agit d'elle, de séparer proprement les deux. Plus loin dans la soirée arrive le Prix du jury, qui a distingué *La Part absente* de Rachida Brakni. J'ignorais alors que ces deux femmes, réunies le temps d'une soirée par la littérature, allaient me ramener, presque malgré moi, au 17 octobre 1961.

Assia Djébar avait cette relation paradoxale, et totalement assumée, à la langue française : non pas une langue simplement apprise, encore moins adoptée comme pour un style vestimentaire, reflet d'une personnalité, mais une langue reçue dans l'histoire et ce que l'histoire y avait déjà déposé. Dans une vidéo d'archive, je l'entendais raconter qu'en relisant les archives militaires françaises du XIX^e siècle, elle pouvait se surprendre à admirer une phrase, sa construction, son rythme, voire la qualité presque littéraire d'un officier qui écrivait, et « dans le même instant se retrouver de l'autre côté du texte », là où cette phrase si bien tournée « décrivait peut-être la mort de ses propres aïeux ». Cette contradiction était au cœur même de son rapport à l'écriture : « Dans cette langue française », disait-elle, après plus d'un siècle, « il restait du sang ».

Cette phrase m'a troublé tout au long de la soirée. Le lendemain, je prends conscience qu'elle dit quelque chose que nous avons beaucoup de mal à penser en France : une langue n'est jamais innocente de l'histoire. Il ne s'agit pas, évidemment, de lui faire porter une quelconque culpabilité en elle-même, mais je réalise qu'elle conserve des traces, parfois enfouies si profondément qu'elles ne réapparaissent que dans la littérature, avec ses inflexions, ses choix d'un mot plutôt que d'un autre, dans cette gêne étrange qui saisit certaines générations lorsque l'on prononce devant elles des mots comme colonisation, Algérie, indépendance, harkis,

immigration, 17 octobre.

Puis je m'aperçois, après l'avoir presque religieusement écoutée prononcer son discours hier, que Rachida Brakni arrive à cette même question autrement. Elle est née française, dans une France qui a troqué l'étendard de la conquête contre celui des droits, de la liberté, de l'égalité ; pourtant, son roman raconte une femme qui éprouve encore la nécessité de retirer une lettre de son prénom pour déplacer le regard que la société porte sur elle. Karima devient Karina. Une seule lettre. Presque rien. Et cependant un monde entier se déplace avec elle. « Six lettres parmi lesquelles une seule joue les troubles-fêtes, ne convoquant ni le même imaginaire ni les mêmes fantasmes. » N'est-ce pas là ce que la littérature, presque à l'insu des mots, sait parfois dire mieux que toutes nos affirmations collectives sur l'intégration ? Il suffit quelquefois d'une consonne pour que l'on vous imagine autrement.

Rachida parle d'une voix tremblante, ses yeux noirs se remplissent de larmes en prononçant le nom de son père : Kaddour, aujourd'hui absent, comme ces lettres délibérément absentes. Ce père aimé, parti avec ses silences, ses blessures, son histoire que sa fille devait reprendre presque après coup, parce qu'il était de cette génération qui ne disait que dans le silence, celui d'une vie de sueur, parfois d'humiliations, mais aussi de sang...

Elle dit aussi son admiration pour son aînée, Assia Djébar, la première femme maghrébine, arabe et berbère, à rejoindre l'Académie française... À cet instant, ma mémoire est saisie par une phrase que m'avait signalée un membre de mon équipe. Ce qui n'était pour lui qu'une difficulté technique prend alors une autre dimension : nous cherchions certaines images d'Assia Djébar, notamment de son entrée à l'Académie française, et celles de son discours de réception n'existent que dans les archives de l'ECPAD, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, c'est-à-dire le service d'images du ministère des Armées.

Cette remarque, presque banale au moment de la préparation d'un événement, rapprochée du discours de Rachida Brakni, du souvenir de Kaddour, de cette lettre M retranchée à Karima et du sang qu'Assia Djébar disait encore sentir dans la langue française, finit par produire en moi une pensée assez simple, presque embarrassante tant elle aurait dû depuis



Une langue n'est jamais innocente de l'histoire

longtemps nous être familière : la guerre d'Algérie sur le sol français est aussi une guerre de France.

Je mesure ce que cette phrase peut avoir d'inconfortable. Soixante-cinq ans en France à parler de ces pages de notre histoire dans le vocabulaire des relations franco-algériennes, à classer colonisation, guerre, massacres, disparitions, voire les mémoires concurrentes, dans un vaste dossier que les deux États ouvrent, referment, négocient, rapprochent, apaisent, selon les périodes de détente ou de tension. Cette manière de faire a sa logique diplomatique. Elle a même, dans une certaine mesure, sa nécessité. Mais elle devient insuffisante dès lors qu'elle nous empêche de voir que certaines de ces blessures ne se trouvent plus entre la France et l'Algérie. Elles sont en France.

Le 17 octobre 1961 en est sans doute l'exemple le plus saisissant : Kaddour l'a vécu, Rachida tente de le reconstituer...

Je ne veux pas ici reprendre le détail des faits qui ont été documentés, travaillés, établis par des historiens, des journalistes, des chercheurs, des associations qui se sont baptisées « Héritiers de la mémoire » ; rien que ce nom en dit long sur cette quête. Ce soir-là, des milliers d'Algériens manifestèrent pacifiquement à Paris contre un couvre-feu raciste imposé par le sinistre Papon, qui les visait parce qu'ils étaient Algériens ; la répression fut d'une brutalité telle que la presse étrangère à l'époque trouva dans la plus belle capitale au monde des images d'horreurs et des récits dont la France mit beaucoup plus longtemps à accepter la signification.

Mais ce qui me frappe aujourd'hui n'est plus seulement le crime. C'est la manière dont sa mémoire a survécu malgré son absence prolongée du récit national. Elle a survécu par les familles, d'abord. Puis par les artistes. Jacques Panijel tourne dès 1962 *Octobre à Paris*, film presque immédiatement empêché de circuler. Didier Daeninckx fait ressurgir le 17 octobre dans *Meurtres pour mémoire* en 1984, puis y revient encore. Michael Haneke, dans *Caché*, fait de cette histoire enfouie non pas le décor d'un film historique mais la fissure invisible d'une famille française contemporaine. Le théâtre, à son tour, s'en empare. Cela signifie quelque chose : quand une société ne réussit pas à intégrer pleinement un événement dans son récit commun, l'art se charge souvent de le conserver pour elle, comme s'il gardait dans une pièce voisi-

sine ce que la maison officielle avait décidé de ne pas regarder.

Benjamin Stora a cette phrase qui claque à mes oreilles chaque fois que je l'entends : « la mémoire saute les générations ». Il touche ainsi du doigt la seule vérité qui vaille aujourd'hui : les blessures qui ne se transmettent pas sous la forme d'un récit clair se transmettent par les silences, les colères, les pudeurs, les prénoms que l'on modifie, puis que l'on revendique comme pour se guérir de s'être trahi, d'avoir trahi son histoire, l'histoire du Français que l'on est, l'histoire de France. Il arrive même que celui qui reçoit cet héritage ignore longtemps qu'il en est le dépositaire. Il sent simplement qu'une chose manque.

La part absente.

C'est précisément pour cette raison que le 17 octobre 1961 ne peut plus être regardé comme un objet de négociation mémorielle entre la France et l'Algérie, une concession que Paris ferait à Alger les jours de bonnes relations, ou qu'il retiendrait lorsque la diplomatie se tend. Cette histoire concernait certes l'Algérie ; les victimes étaient algériennes, elles marchaient aussi pour l'indépendance de leur pays. Mais elles vivaient et travaillaient ici. Leurs enfants et petits-enfants sont français, parfois français et algériens, mais souvent simplement français, sans éprouver le besoin de résoudre chaque matin la question insoluble que certains veulent encore leur poser : de quel côté êtes-vous ? La seule question qui compte pour eux : où est ma part d'histoire dans l'Histoire de France ?

Il serait d'ailleurs dangereux de croire qu'une reconnaissance plus entière du 17 octobre consisterait à imposer à la France une culpabilité sans fin ou de s'accuser éternellement. Reconnaître, c'est donner corps à l'« égalité », l'égalité dans le con-

naissance, qui permet de se placer naturellement dans le paysage de la France, c'est intégrer une partie de nos con-citoyens à l'histoire sans rien enlever à sa grandeur, car l'histoire de chaque nation porte ses zones d'ombre.

Kaddour ne doit pas entrer dans l'histoire française parce qu'il était le père de Rachida Brakni. Il doit y entrer parce

que les hommes de sa génération, leurs départs, leurs travaux, leurs humiliations, leurs espoirs et leurs silences constituent l'histoire sociale de la France. Karima ne devrait pas avoir à devenir Karina pour se libérer d'un imaginaire que nous



Sa mémoire a survécu malgré son absence prolongée du récit national

n'avons jamais vraiment interrogé. Et Assia Djebar ne devrait pas nous apparaître comme cette grande écrivaine française venue d'une autre histoire : son œuvre nous dit exactement l'inverse. L'autre histoire était déjà la nôtre.

Peut-être est-ce cela que le hasard de cette semaine m'a fait comprendre, à la veille du 17 octobre.

Nous avons trop longtemps demandé comment rapprocher les mémoires française et algérienne. La question est sans doute mal posée. Une partie de ces mémoires ne sont déjà plus face à face. Elles habitent les mêmes familles, les mêmes villes, parfois la même personne. Elles parlent la même langue, cette langue française dans laquelle Assia Djebar entendait encore le sang de l'Histoire et dont Rachida Brakni déplace aujourd'hui une seule lettre pour révéler tout ce qu'elle contient encore de regards anciens.

Le 17 octobre 1961 n'est donc pas seulement un massacre d'Algériens que la France doit reconnaître

re pour apaiser sa relation avec l'Algérie. Ce serait encore le tenir à distance.

Le 17 octobre 1961 est une histoire française.

Il appartient à cette longue histoire de la France avec elle-même, avec ce qu'elle fut outre-Méditerranée et avec ce qu'elle est devenue ici. Une histoire douloureuse, évidemment, mais une histoire constituante désormais, parce qu'elle a produit des vies, des silences, des œuvres, des colères et plusieurs générations de citoyens français.

Il faudra bien, un jour, que notre récit national cesse de considérer ces hommes comme les figurants algériens d'une histoire française.

Ils en étaient déjà les personnages.

Et peut-être qu'alors, enfin, la part absente cessera de l'être.



À Paris, le 14 octobre 2026

PAR CHEMS-EDDINE HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris

PRIX LITTÉRAIRE de la Grande Mosquée de Paris

5^e édition

Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris

